

CONV 158/02

WG VI 05

NOTE DE SYNTHÈSE

du:	Secrétariat
au:	Groupe de travail VI sur la gouvernance économique
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 20 juin 2002

Résultats des travaux

1. Ouverture de la séance par le président

- Le président a évoqué les différentes propositions qui ont été formulées par les membres du groupe, soit lors de la réunion précédente, soit ultérieurement par écrit, en vue de modifier ou d'élargir le mandat du groupe. Les participants ont reconnu que toutes ces propositions étaient constructives et seraient prises en compte en temps utile au cours des travaux du groupe. Ils ont estimé qu'il n'était pas nécessaire pour autant de modifier expressément le mandat du groupe.

2. Point 5 du mandat

- D'une manière générale, les membres du groupe ont été d'accord pour estimer qu'il convenait de conserver la structure actuelle, à savoir que la politique monétaire à l'intérieur de la zone euro relève de la compétence exclusive de la Communauté, par le biais de la BCE, et que la politique économique relève de la compétence des États membres.
- Plusieurs membres du groupe ont suggéré que les objectifs actuels de la BCE consistant à maintenir la stabilité des prix pourraient être élargis pour tenir compte d'autres facteurs, par exemple la nécessité de veiller à la croissance économique et à la création d'emplois. La Réserve fédérale des États-Unis a été citée à titre d'exemple dont on pourrait s'inspirer.

- D'une manière générale, les membres du groupe ont estimé que, s'il ne fallait pas remettre en question la répartition actuelle des compétences, il était possible d'améliorer la coordination entre les politiques économiques des États membres et que les compétences devraient être définies plus précisément.
- Un certain nombre de membres ont demandé que l'on réexamine les procédures pour la fixation des grandes orientations des politiques économiques et leur mise en œuvre. Plusieurs membres ont estimé qu'une modification des procédures actuelles, qui donnerait à la Commission le droit de présenter des propositions formelles, tiendrait mieux compte de l'intérêt européen commun et qu'une telle modification devrait s'accompagner des changements appropriés nécessaires pour préserver la légitimité du système. Il a été proposé de renforcer le rôle du Parlement européen et d'élargir la consultation des partenaires sociaux.
- La question de la légitimité au niveau des États membres a aussi été soulevée. On a suggéré que certaines des modifications proposées pour les procédures relatives aux GOPE ne résoudraient pas le problème du manque d'engagement des États membres à l'égard du mécanisme de coordination existant. Il conviendrait de réfléchir à la possibilité d'associer l'opinion publique et les parlements nationaux à ce processus.

3. Point 6 du mandat

- Les membres sont convenus qu'il fallait maintenir la base juridique et la structure actuelles du Pacte de croissance et de stabilité, tout en estimant que celui-ci ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante. Un certain nombre de membres ont estimé que le pacte était trop rigide et qu'il pourrait être assoupli en tenant davantage compte des conditions nationales particulières et des différences entre déficits structurels et conjoncturels, ainsi qu'au moyen d'un réexamen périodique. On a suggéré que la règle d'or relative à l'investissement public soit reconnue et que l'on devrait tenir dûment compte à l'avenir du coût du vieillissement de la population. Plusieurs membres ont jugé que, si le pacte lui-même devait être assoupli, cela devrait aller de pair avec une application plus stricte dudit pacte.
- Il a été suggéré que le mécanisme permettant de déterminer s'il y a un déficit excessif pourrait gagner en indépendance si la Commission avait le droit de présenter des propositions formelles.
- Plusieurs membres ont fait valoir qu'une plus grande rigueur dans les procédures devrait aller de pair avec des efforts visant à renforcer l'intérêt de l'opinion publique et des parlements nationaux à l'égard du respect des exigences en matière de discipline budgétaire au niveau européen.
- On a suggéré que l'efficacité du Pacte de croissance et de stabilité dépendait aussi en partie de la qualité et de la disponibilité des statistiques, et que cet aspect deviendrait encore plus important avec l'élargissement.

4. Ordre du jour de la prochaine réunion

- Les membres sont convenus que l'examen des deux questions ci-dessus poursuivrait lors de la prochaine réunion, sur la base d'un document succinct exposant la position que le groupe pourrait adopter sur les points précis qui ont déjà été abordés.

5. Divers

- Le président a proposé que les deux réunions du mois de juillet soient consacrées au deuxième groupe de questions figurant dans le mandat (points 7, 8, 9 et 10) et que les membres se penchent aussi, le 17 juillet, sur la question des auditions. Il a été convenu que le groupe devrait s'efforcer d'organiser des auditions en septembre, étant entendu que, d'ici là, on devrait au moins avoir défini une position préliminaire sur les principales questions couvertes par le mandat.
